

# Malaise politique

## Deux élections régionales qui profitent aux populistes

François Talcy\*



**Un an après l'annonce par la chancelière Angela Merkel de l'ouverture des frontières aux migrants, le paysage politique en Allemagne souffre des craintes de la population. Deux élections régionales, dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale le 4 septembre 2016 et à Berlin deux semaines plus tard traduisent le malaise.**

### Politische Veränderungen

Die Landtagswahlen in Mecklenburg-Vorpommern und Berlin haben das Parteiengefüge in deren Parlamenten durch den Erfolg der Alternative für Deutschland (AfD) gehörig verändert; im Bund könnte 2017 eine bisher kaum denkbare Koalition entstehen. Red.

Le camouflet avait été annoncé par les sondages, le résultat n'en est pas moins accablant au-delà des frontières régionales du scrutin. Le *Land* de Mecklembourg-Poméranie occidentale (« *Meck-Pomm* »), dans le Nord de l'Allemagne, ne représente que 2 % de la population allemande, il est celui qui a la plus faible densité de population, ce qui relativise toute généralisation à l'échelle de toute l'Allemagne, mais c'est également le fief électoral de la chancelière, ce qui lui confère un statut particulier au niveau du symbole politique. Dirigé par une coalition de sociaux-démocrates (SPD) et de chrétiens-démocrates (CDU), le gouvernement régional peut certes être reconduit, mais dans cette région les deux partis au pouvoir perdent ensemble 9 % de suffrages. La nouvelle gauche (*Die Linke*) garde des mandats au *Landtag* de Schwerin, mais enregistre également un score en baisse (-5,2 %). Quant aux Verts, ils ne parviennent pas à franchir la barre fatidique des 5 % et se retrouvent exclus de la diète régionale. Quant au parti libéral, déjà absent depuis le dernier scrutin, il ne parvient toujours pas à se hisser jusqu'au score de 5 %. Seul gagnant au soir du 4 septembre : le parti populiste

anti-migrants, *Alternative für Deutschland* (AfD), qui pour sa toute première présence à ce scrutin régional, trois ans après sa fondation en 2013, réussit à dépasser les 20 % de suffrages, devenant même la deuxième force politique du *Land*.

Une consolation néanmoins : le parti d'extrême-droite NPD, qui avait depuis 2006 des députés au *Landtag* de Schwerin (6 en 2006, 5 en 2011), ne sera plus représenté dans ce parlement. D'aucuns y voient le succès d'une initiative originale (et unique en Allemagne) baptisée le *Schweriner Weg*. Cette voie est celle décidée en 2006 par trois partis représentés dans cette diète régionale (CDU, SPD et *Die Linke*) pour freiner les activités du NPD. Concrètement : dès que le NPD posait une question aux parlementaires, un seul député y répondait, afin de ne pas provoquer de débats inutiles et donner un écho surdimensionné aux propositions néo-nazies. L'arrivée de l'AfD a modifié la donne : désormais, tous les groupes parlementaires entendent bien répondre chacun aux propositions et provocations du parti populiste pour ne pas laisser à une seule formation politique le monopole de la lutte contre la xénophobie. Le résultat du scrutin a en effet montré que l'AfD avait profité d'une participation en hausse et surtout de reports de voix considérables, puisant non seulement dans le réservoir de ceux qui jusqu'ici ne se rendaient pas aux urnes (55 000 voix), mais aussi dans l'électorat de tous les partis sans exception : 23 000 à la CDU, 18 000 à *Die Linke*, 15 000 au SPD (et 20 000 au NPD, ce qui explique sa défaite).

\* François Talcy est journaliste indépendant.

#### 4 septembre 2016 : Mecklembourg-Poméranie occidentale

Capitale régionale	Schwerin	Partis	%	Sièges
Population	1,6 million d'habitants	SPD	30,6 (-5,0)	26 (-1)
Coalition sortante	SPD-CDU	AfD	20,8 (+20,8)	18 (+18)
Ministre-président sortant	Erwin Sellering (SPD)	CDU	19,0 (-4,4)	16 (-2)
Nouvelle coalition	SPD-CDU	Die Linke	13,2 (-5,2)	11 (-3)
Nouveau ministre-président	CDU-SPD	NPD	3,0 (-3,0)	0 (-5)
		FDP	3,0 (+0,2)	0 (0)

Participation : 61,6 % (+ 10,1 % par rapport à 2011)



Malgré des scores à la baisse, les deux partis de la coalition sortante sont parvenus relativement rapidement à se mettre d'accord sur la poursuite de leur action pour les cinq prochaines années. Erwin Sellering (SPD) reste donc ministre-président à la tête du *Land* avec la CDU pour partenaire de coalition.

Deux semaines plus tard, à Berlin, la coalition SPD-CDU, en place depuis 2011, n'a pu recueillir la majorité des suffrages et des mandats qui lui aurait permis de rester en place. Le SPD reste à un bas niveau (21,6 %) la première formation politique, mais perd plus de 6,7 points ; la CDU, avec une baisse de 5,7 points, reste en seconde position à seulement 17,6 %, son résultat le plus bas depuis 1950. Jamais encore un chef de gouvernement régional en Allemagne (bourgmestre à Berlin et Hambourg, ministre-président ailleurs) n'est sorti vainqueur d'un scrutin avec si peu de voix. L'AfD enregistre quant à elle un nouveau succès pour sa première participation à un scrutin régional à Berlin, mais reste avec 14,2 % des voix en cinquième position. Le constat est néanmoins amer : l'AfD a en effet réussi sa percée dans

toutes les élections régionales de 2016 et est désormais représentée dans dix parlements sur les 16 que compte l'Allemagne fédérale. A chaque scrutin, la participation électorale est en hausse, et à chaque fois le parti xénophobe parvient à puiser dans les électors de tous les autres partis (à Berlin 37 000 voix viennent de la CDU, 22 000 du SPD, 11 000 de *Die Linke* – et 64 000 de ceux qui ne votaient pas jusqu'ici).

Michael Müller, bourgmestre depuis 2014 (après la démission de Klaus Wowereit) est contraint désormais de gouverner avec deux autres partis. L'arithmétique politique permettait d'envisager quatre coalitions susceptibles de recueillir le soutien d'une majorité de 81 parlementaires : SPD-*Linke*-Verts (92 mandats), SPD-CDU-Verts (96), SPD-CDU-*Linke* (96) et SPD-CDU-FDP (81). C'est la première solution qui a eu la préférence du bourgmestre sortant, mais au prix d'interminables négociations sur le futur programme de gouvernement régional (culture, médias, informatique, émancipation, sécurité, droits du citoyen, emploi, économie). A l'issue de ces échanges, *Die Linke* organise un référendum pour respecter le vœu des militants. Trois congrès extraordinaires de chacun des partis concernés permettront de faire approuver le programme concocté pour cette coalition. L'élection du bourgmestre et de ses sénateurs a été fixé au 8 décembre (alors que ce numéro de *Dokumente/Documents* était déjà sous presse).

#### Répétition générale ?

A un an des élections au *Bundestag*, les partis de la coalition gouvernementale ont toutes les raisons de s'inquiéter. Les résultats régionaux ne sont pas toujours transposables à l'échelon national, mais la tendance est indéniable. De toute évidence,

beaucoup d'électeurs ne se sentent plus représentés et sont prêts à chercher les solutions à leurs problèmes dans un parti qui se présente comme une « alternative pour l'Allemagne » (AfD). Au lendemain de l'élection berlinoise, la chancelière, qui est également présidente du parti chrétien-démocrate, a changé de ton : plus question de dire et répéter « *Wir schaffen das* » (nous allons y arriver). Elle reconnaît avoir perdu le contrôle de la vague migratoire qu'elle avait provoquée en 2015, elle entend donc reprendre le dossier et surtout gérer la crise interne que la CSU, l'aile bavaroise de son parti, n'a eu de cesse d'alimenter en demandant une politique plus restrictive vis-à-vis des demandeurs d'asile. Pour autant, la chancelière n'a pas l'intention de changer sa politique, tout au plus de réfléchir à des accents nouveaux. Pas question pour elle de rejeter les étrangers de confession musulmane, tout au plus faire en sorte que la

situation dramatique de 2005 (avec l'entrée de plus d'un million de migrants) ne se reproduise plus. Et comme les scrutins régionaux de ces derniers mois semblent montrer (et démontrer ?) que les électeurs sont moins sensibles aux faits présentés par le gouvernement qu'aux sentiments exprimés par les populistes, elle entend mener désormais une campagne d'information pour convaincre qu'il n'y a pas d'« *alternative* » à une politique sérieuse. Et comme les sentiments semblent être devenus le maître mot du débat politique, elle ajoute : « *J'ai le ferme sentiment que nous sortirons de cette phase compliquée mieux que nous y sommes entrés* ».

### Redéfinition de l'échiquier politique

Un autre facteur mérite d'être relevé. La composition de nouvelles coalitions (dans la ville de Berlin notamment) pourrait être interprétée comme le signal d'une redéfinition de l'échiquier politique, surtout à la veille de l'élection du président de la République en février et celle du chef de gouvernement à l'automne. Sociaux-démocrates et Verts n'ont pas pour l'instant, à en croire les sondages, de majorité suffisante pour remplacer l'actuelle grande coalition CDU/SPD. Et les chrétiens-démocrates sont, toujours selon les mêmes sondages, encore trop faibles pour se contenter d'une coalition avec les Libéraux du FDP qui n'ont pas la certitude de franchir la barre des 5 %. Face à la progression de l'AfD, les deux grandes formations politiques n'ont, actuellement, que deux options : ou bien rester ensemble pour quatre années supplémentaires, ou bien chercher de nouvelles majorités à trois. Cela se résume à deux possibilités : la CDU avec le FDP et les Verts ou bien le SPD avec les Verts et *Die Linke*.



### 18 septembre 2016 : Berlin

Capitale régionale	Berlin	Partis	%	Sièges
Population	3,4 millions d'habitants	SPD	21,6 (-6,7)	38 (-9)
Coalition sortante	SPD-Die Linke	CDU	17,6 (-5,7)	31 (-8)
Bourgmestre sortant	Michael Müller (SPD)	Die Linke	15,6 (+3,9)	27 (-3)
Nouvelle coalition	SPD-Die Linke-Verts	Verts	15,2 (-2,4)	27 (-2)
Nouveau bourgmestre*	Michael Müller (SPD)*	AfD	14,2 (+14,2)	25 (+25)
*élection le 8 décembre	*envisagé	FDP	6,7 (+4,9)	12 (+12)
		Pirates	1,7 (-7,2)	0 (-15)

Participation : 66,9 % (+ 6,7 % par rapport à 2011)